

Convention pluriannuelle 2025-2027 de mise à disposition des bâtiments et équipements du domaine nordique des Glières entre le Département de la Haute-Savoie et le Syndicat Mixte des Glières

Entre

Le Département de la Haute-Savoie, 1 rue du 30^{ème} Régiment d'Infanterie – CS 32444 – 74041 ANNECY CEDEX
Représenté par son Président, Monsieur Martial SADDIER,
en application de la délibération du Conseil Départemental n°

Dénommé ci-après « le Département »,

Et

Le Syndicat Mixte des Glières, Hôtel du Département - 1, rue du 30ème Régiment d'Infanterie - CS 32444 - 74041 ANNECY CEDEX
Représenté par son Président, Monsieur François EXCOFFIER,
Habilité à cet effet par la délibération du Comité syndical n° SMG-2025-008 du 25 août 2025

Dénommé ci-après « le Syndicat Mixte »,

PREAMBULE

Le Syndicat Mixte des Glières est autorité organisatrice de l'activité « domaine nordique » sur le Plateau des Glières.

Pour mettre en œuvre cette mission, le Département de la Haute-Savoie, qui a développé les différentes infrastructures du site, met à disposition du Syndicat Mixte les équipements et bâtiments nécessaires à l'exploitation du domaine.

La présente convention a pour objet de définir les modalités et les conditions de cette mise à disposition.

Ceci ayant été exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} : OBJET

Par la présente convention, le Département de la Haute-Savoie autorise le Syndicat Mixte des Glières à occuper le bâtiment dit « Maison du Plateau » et à utiliser les terrains, les équipements et le matériel nécessaires à l'exploitation du domaine nordique des Glières mentionnés à l'article 2 des présentes.

Au vu de la délégation de service public passée entre le Syndicat Mixte des Glières et l'Association Haute-Savoie Nordic et prenant effet à compter du 1^{er} octobre 2025, le Département de la Haute-Savoie autorise le Syndicat Mixte des Glières à permettre l'occupation et l'utilisation des biens objets de la présente convention et cités en article 2, par l'Association Haute-Savoie Nordic.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES BIENS, OBJET DE LA MISE A DISPOSITION

Les biens, objet de la présente mise à disposition, se composent, sur le site des Glières :

- de l'ensemble des terrains propriété du Département de la Haute-Savoie et figurant au plan joint en **Annexe 1**,
- du bâtiment d'accueil grand public du site des Glières dit « Maison du Plateau » et d'un espace de stockage d'environ 11 m² dans le chalet Sonnerat,
- du matériel et des engins nécessaires au traçage et à l'entretien des pistes,
- des équipements téléphoniques et informatiques de la Maison du Plateau.

Le présent titre n'est pas constitutif de droits réels.

Un inventaire des biens mis à disposition est annexé à la présente convention (**annexes 1et 2**). Un état des lieux sera réalisé chaque année à l'entrée et à la sortie (15 mai) de Haute-Savoie Nordic.

En dehors de la période d'exploitation, le Syndicat Mixte des Glières pourra intervenir sur les parcelles, dans les bâtiments et auprès des équipements, objets de la présente convention, de manière à réaliser d'éventuels travaux et entretiens, conformément à l'article 5, dans le cadre de la mission du délégataire, ceci sous réserve de la validation express du Département.

ARTICLE 3 : REDEVANCE

Compte tenu de la mission de service public de gestion du domaine nordique remplie par le Syndicat Mixte et de la prise en charge des frais d'entretien courant par ce dernier, aucune redevance ne sera demandée par le Département dans le cadre de cette mise à disposition.

ARTICLE 4 : DUREE

Cette convention prend effet le 1^{er} octobre 2025 et prendra fin le 15 mai 2027.

Pour la période d'exploitation 2025-2026, les biens seront mis à disposition du 1^{er} octobre 2025 au 15 mai 2026.

Pour la période d'exploitation 2026-2027, les biens seront mis à disposition du 15 septembre 2026 au 15 mai 2027.

Cette convention est précaire et révocable.

Elle pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de trois mois avant l'échéance souhaitée.

ARTICLE 5 : ENTRETIEN

Le Syndicat Mixte assurera le nettoyage et l'entretien courant des locaux, des équipements et matériels mis à disposition, de sorte à maintenir pendant toute la durée de la convention et à chaque période d'exploitation les biens en parfait état de fonctionnement et de les restituer au terme de la convention en bon état d'usage.

A ce titre, il est tenu de procéder aux réparations dites locatives, à savoir les travaux d'entretien courant et de menues réparations, définis notamment par le décret n° 87-712 du 26 août 1987 (**annexe 3**).

Pendant chaque période d'exploitation du domaine nordique, pour l'entretien des engins motorisés, les parties conviennent de mettre en place une répartition de la charge d'entretien selon les modalités suivantes :

A/ charges d'utilisation :

Le Syndicat Mixte assure les charges d'utilisation (assurances appropriées, fournitures, carburant et fluides nécessaires).

B/ l'entretien courant :

Ce sont les actions de base d'entretien des engins conformément aux prescriptions du constructeur (**voir tableau en annexe 4**). Elles sont à la charge du Syndicat Mixte dont il rendra compte à chaque fin de saison.

C/ l'entretien périodique :

Ce sont les interventions techniques programmées tous les x km ou y années selon les préconisations du constructeur. Elles sont à la charge du propriétaire du matériel (**voir liste exhaustive en annexe 4**).

D/ les interventions d'urgence :

Il s'agit des pannes, incidents ou casse demandant une intervention professionnelle rapide. Toute intervention individualisée par éléments indissociables sur ces équipements n'atteignant pas les seuils définis ci-dessous sont pris en charge par le Syndicat Mixte. Toute intervention individualisée dépassant ces seuils sont pris en charge par le Département.

- Engins de damage : le seuil est fixé à **2 500 € HT**
- Fraise à neige : le seuil est fixé à 800 € HT
- Compresseur et palan : le contrôle fonctionnement et sécurité sera à la charge du Département

Tout usage anormal du matériel sera pris en charge par le Syndicat Mixte.

ARTICLE 6 : REMPLACEMENT DES BIENS

Pendant chaque période d'exploitation du domaine nordique, en cas de panne ou casse d'un engin ou de matériel entraînant son immobilisation, le remplacement temporaire (location par exemple) ou la réparation dans le respect des seuils des montants de réparation tels qu'ils sont précisés à l'article 5 – Entretien ci-dessus, seront réalisés, dans les meilleurs délais, à la charge du Département.

Tout nouveau matériel à usage spécifique pour l'exploitation du domaine nordique (hors dameuses) sera acheté par le Syndicat Mixte des Glières qui en sera donc propriétaire.

ARTICLE 7 : CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Le Département conserve à son nom et à sa charge l'ensemble des contrats liés au fonctionnement des bâtiments et des équipements mis à disposition du Syndicat Mixte.

Ce dernier remboursera au Département les frais de télécommunications, chauffage, électricité, eau, contrôles divers, au prorata de sa durée de location.

Concernant le chauffage, le Département fera remplir la cuve à fuel avant le début de chaque occupation. Aussi, l'occupant devra veiller à ce que cette dernière soit rendue dans le même état (soit cuve pleine), en fin d'occupation et ceci avant l'état des lieux de sortie.

Concernant le nettoyage du déshuileur, il sera réalisé par le Département à la fin de la saison d'hiver. Considérant que la totalité des liquides récupérés proviendront probablement de l'activité hivernale de Haute-Savoie Nordic, cette prestation sera refacturée au Syndicat Mixte des Glières qui la refacturera à HSN. Néanmoins, lors de l'état des lieux de septembre, il sera procédé à un examen visuel du déshuileur pour vérifier qu'il ne contient pas de matière liée à l'exploitation estivale. Dans le cas contraire, les parties s'entendront sur une répartition du nettoyage entre le Département et le Syndicat Mixte des Glières.

Le titre de recettes correspondant aux dépenses à rembourser par le Syndicat Mixte des Glières sera émis par le Département dès que le montant exact des charges aura pu être établi.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DES LIEUX

Au début et à la fin de l'occupation, les clés du bâtiment « Maison du Plateau » seront données, puis restituées et les états des lieux d'entrée et de sortie seront réalisés.

Au terme de chaque période d'exploitation, le Syndicat Mixte restituera l'ensemble des biens mis à disposition et répertoriés en **annexes 1 et 2**.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

Pour l'assurance des biens immobiliers et mobiliers mis à disposition, le Syndicat Mixte des Glières bénéficie de la qualité d'assuré additionnel dans le cadre du contrat Dommages aux Biens souscrit par le Département de la Haute Savoie.

Pour rappel : pour les engins du Département mis à disposition de Haute Savoie Nordic par le Syndicat Mixte des Glières dans le cadre de la DSP, il appartient au dit syndicat de demander à HSN chaque année les attestations d'assurances correspondantes ainsi que l'attestation d'assurance pour les risques locatifs relatifs aux biens immobiliers mis à disposition.

Dans le cadre de ses activités, et particulièrement de l'exploitation du domaine nordique, objet de la présente convention, le Syndicat Mixte des Glières reste entièrement responsable de tous dommages causés aux tiers et au Département, notamment du fait de son personnel, de l'association Haute-Savoie Nordic, des biens objets de la présente convention, dont il a la garde, durant la durée définie à l'article 4 de la présente. En aucun cas, la responsabilité du Département ne pourra être recherchée suite à la survenance de tels dommages.

A ce titre, le Syndicat Mixte des Glières s'engage à souscrire une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de l'engagement de sa responsabilité civile, dans le cadre de ses activités, et couvrant les dommages évoqués ci-dessus, et/ou veiller à ce que le délégataire souscrive à tous les contrats d'assurance nécessaires.

ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DU SYNDICAT MIXTE DES GLIERES

La présente convention est consentie sous les charges et conditions suivantes que l'occupant s'engage à respecter :

- veiller à respecter les principes de règlement de sécurité incendie en ERP visant à assurer la sauvegarde des personnes et des biens,
- veiller au maintien en bon état de l'ensemble du matériel incendie et moyens de secours mis à disposition de l'occupant,
- veiller à ce que toutes les activités réalisées sur le site soient exercées dans le respect des règles définies par le règlement de sécurité incendie et en adéquation avec les types d'activités déterminées par le procès-verbal de la commission de sécurité,
- s'assurer régulièrement du bon fonctionnement des lignes d'appel des services de secours,
- prendre les lieux dans l'état où ils se trouveront au moment de l'entrée en jouissance,
- conserver et rendre les lieux occupés en bon état de réparations, de sécurité incendie, de propreté et d'hygiène. A défaut, l'occupant devra régler au Département de la Haute-Savoie le coût des travaux nécessaires pour la remise en état des lieux,
- se conformer aux lois, prescriptions, règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'hygiène et le travail.
- prendre toutes les précautions nécessaires à éviter la réalisation de risques propres à cette activité.
- prendre toutes les précautions nécessaires visant à combattre à la source les risques engendrés par les activités réalisées sur l'ensemble du site et risquant de porter atteinte à l'intégrité physique et morale des personnes.

ARTICLE 11 : OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

Le Département de la Haute-Savoie veillera à l'application et au respect des termes de la présente convention.

ARTICLE 12 : INFORMATION ENVIRONNEMENTALE

COMMUNE DE FILLIERE

- INFORMATION SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS

Sur la base des informations contenues dans le dossier communal d'information et les documents de référence s'y attachant, consultables en Mairie ou en Préfecture, le Département déclare que, à la date de la signature des présentes, le Bien se trouve situé dans une zone délimitée par arrêté préfectoral numéro DDT-2025-0328 en date du 30 janvier 2025, conformément aux dispositions des articles L 125-5 et R 125-23 à R 125-27 du code de l'environnement.

En conséquence, et afin d'assurer l'information dont il est légalement redevable envers l'occupant, le Département a établi un état des risques naturels et technologiques en date du 18 juillet 2025 demeuré ci-joint annexé aux présentes (**annexe n° 5**).

En application des dispositions du paragraphe I de l'article L 125-5 du code de l'environnement, le Département déclare qu'à sa connaissance, à la date de signature des présentes, le bien occupé se trouve sur une commune située dans une zone de sismicité de niveau 4.

- INFORMATION SUR LES SINISTRES AYANT DONNE LIEU AU VERSEMENT D'UNE INDEMNITE AU TITRE DE RECONNAISSANCE DE L'ETAT DE CATASTROPHE NATURELLE OU TECHNOLOGIQUE

Le Département déclare que la commune dans laquelle est situé le bien a fait l'objet du ou des arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique suivant(s) :

- 21/07/2023 : Sécheresse – mouvement de terrain
- 19/11/2019 : Sécheresse – mouvement de terrain
- 23/03/2007 : Inondations et coulées de boue
- 09/01/2006 : Sécheresse – mouvement de terrain
- 27/02/2002 : Inondations et coulées de boue
- 01/10/1996 : Séisme
- 26/12/1995 : Séisme
- 18/07/1995 : Séisme
- 03/05/1995 : Séisme
- 26/10/1993 : Inondations et coulées de boue
- 24/07/1990 : Inondations et coulées de boue
- 27/09/1987 : Inondations et coulées de boue.

Le Département déclare que le bien n'a, à sa connaissance, subi aucun sinistre ayant donné lieu à versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophe naturelle (article L 125-2 du code des assurances) ou technologique (article L 128-2 du code des assurances).

Par suite de ces déclarations, l'Occupant reconnaît avoir été informé de l'état des risques naturels et technologiques auxquels se trouve exposé le bien et déclare en faire son affaire personnelle, sans recours contre le Département.

COMMUNE DE GLIERES VAL DE BORNE

- INFORMATION SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS

Sur la base des informations contenues dans le dossier communal d'information et les documents de référence s'y attachant, consultables en Mairie ou en Préfecture, le Département déclare que, à la date de la signature des présentes, le Bien se trouve situé dans une zone délimitée par arrêté préfectoral n° DDT-2025-0349 du 30 janvier 2025 conformément aux dispositions des articles L 125-5 et R 125-23 à R 125-27 du code de l'environnement.

En conséquence, et afin d'assurer l'information dont il est légalement redevable envers l'occupant, le Département a établi un état des risques naturels et technologiques en date du 18 juillet 2025 demeuré ci-joint annexé aux présentes (**annexe n° 6**).

En application des dispositions du paragraphe I de l'article L 125-5 du code de l'environnement, le Département déclare qu'à sa connaissance, à la date de signature des présentes, le bien occupé se trouve sur une commune située dans une zone de sismicité de niveau 4.

- **INFORMATION SUR LES SINISTRES AYANT DONNE LIEU AU VERSEMENT D'UNE INDEMNITE AU TITRE DE RECONNAISSANCE DE L'ETAT DE CATASTROPHE NATURELLE OU TECHNOLOGIQUE**

Le Département déclare que la commune dans laquelle est situé le bien a fait l'objet du ou des arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique suivant(s) :

- 16/07/2015 : Mouvement de terrain
- 16/07/2015 : Inondations et coulées de boue
- 04/06/2012 : Inondations et coulées de boue
- 06/11/2000 : Eboulements rocheux
- 26/12/1995 : Mouvement de terrain
- 03/05/1995 : Mouvement de terrain
- 03/05/1995 : Séisme
- 06/06/1994 : Inondations et coulées de boue
- 23/06/1993 : Mouvement de terrain
- 16/03/1990 : Inondations et coulées de boue
- 31/07/1987 : Inondations et coulées de boue

Le Département déclare que le bien n'a, à sa connaissance, subi aucun sinistre ayant donné lieu à versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophe naturelle (article L 125-2 du code des assurances) ou technologique (article L 128-2 du code des assurances).

Par suite de ces déclarations, l'Occupant reconnaît avoir été informé de l'état des risques naturels et technologiques auxquels se trouve exposé le bien et déclare en faire son affaire personnelle, sans recours contre le Département.

COMMUNE DE LA BALME-DE-THUY

- **INFORMATION SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS**

Sur la base des informations contenues dans le dossier communal d'information et les documents de référence s'y attachant, consultables en Mairie ou en Préfecture, le Département déclare que, à la date de la signature des présentes, le Bien se trouve situé dans une zone délimitée par arrêté préfectoral numéro 2006-108 en date du 9 février 2006, mis à jour le 31 mars 2011 conformément aux dispositions des articles L 125-5 et R 125-23 à R 125-27 du code de l'environnement.

En conséquence, et afin d'assurer l'information dont il est légalement redevable envers l'occupant, le Département a établi un état des risques naturels et technologiques en date du 18 juillet 2025 demeuré ci-joint annexé aux présentes (**annexe n° 7**).

En application des dispositions du paragraphe I de l'article L 125-5 du code de l'environnement, le Département déclare qu'à sa connaissance, à la date de signature des présentes, le bien occupé se trouve sur une commune située dans une zone de sismicité de niveau 4.

- **INFORMATION SUR LES SINISTRES AYANT DONNE LIEU AU VERSEMENT D'UNE INDEMNITE AU TITRE DE RECONNAISSANCE DE L'ETAT DE CATASTROPHE NATURELLE OU TECHNOLOGIQUE**

Le Département déclare que la commune dans laquelle est situé le bien a fait l'objet du ou des arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique suivant(s) :

- 16/03/1990 : Inondations et coulées de boue
- 03/05/1995 : Séisme.

Le Département déclare que le bien n'a, à sa connaissance, subi aucun sinistre ayant donné lieu à versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophe naturelle (article L 125-2 du code des assurances) ou technologique (article L 128-2 du code des assurances).

Par suite de ces déclarations, l'Occupant reconnaît avoir été informé de l'état des risques naturels et technologiques auxquels se trouve exposé le bien et déclare en faire son affaire personnelle, sans recours contre le Département.

ARTICLE 13 : DEMOLITION OU DESTRUCTION DE L'IMMEUBLE – EXPROPRIATION

Dans le cas où, pour une cause quelconque (vices de construction, alignement, reculement, etc...) et pour toute autre cause indépendante de la volonté du Département de la Haute-Savoie, l'immeuble dont dépendent les lieux occupés viendrait à être démoli ou détruit, entièrement ou partiellement, la présente convention serait résiliée purement et simplement, sans indemnité à la charge du Département de la Haute-Savoie.

La présente convention sera également résiliée purement et simplement, sans indemnité à la charge du Département de la Haute-Savoie, en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 14 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des termes de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant dûment approuvé par les deux parties.

ARTICLE 15 : CLAUSE RESOLUTOIRE

En cas d'inexécution de l'une des clauses de la convention, celle-ci sera résiliée automatiquement un mois après la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception à l'une ou l'autre des parties, la sommant d'exécuter ses obligations et restée sans suite.

ARTICLE 16 : CONTENTIEUX

La présente convention ayant un caractère administratif, les parties conviennent de s'en remettre en cas de litige au tribunal compétent.

Fait à..... le

**Pour le Département
Le Président**

**Pour le Syndicat Mixte des Glières
Le Président**

M. Martial SADDIER

M. François EXCOFFIER

Liste des Annexes :

- Annexe 1 : Inventaire des droits fonciers sur le domaine nordique - Périmètre de délégation de service public
- Annexe 2 : Liste des biens mis à disposition
- Annexe 3 : Décret n°87-712 du 26 août 1987 sur les réparations locatives
- Annexe 4 : Répartition des entretiens – réparations d'ordre courant ou périodique
- Annexe 5 : Information environnementale – Commune de Fillière
- Annexe 6 : Information environnementale – Commune de Glières Val de Borne
- Annexe 7 : Information environnementale – Commune de La Balme-de-Thuy